

je crains que, vu l'exiguité de ces Iles, il soit impossible d'accroître considérablement ce commerce.

Je me rappelle que deux Iles—comme McZinty—ont surgi, il y a quelques mois, du fond de la mer des Caraïbes, en face de l'embouchure de l'Oronoco. Voilà, donc, une bonne occasion pour mon honorable ami (l'hon. ministre dirigeant). Qu'il envoie ses amis qui ont parlé si éloquemment du commerce qu'il est projeté de faire avec ces Antilles, et aussi avec ces deux nouvelles Iles dès qu'elles seront habitées. On peut trouver, sans doute, dans les Antilles de grandes ressources minérales, et il est probable que ces ressources deviendront un jour, un élément propre à développer un grand commerce avec le Canada.

Qu'il me soit permis de dire maintenant quelques mots au sujet de la question navale qui est d'une grande importance. J'aborde ce sujet avec une grande hésitation, parceque j'ignore en quoi consiste cette question. Mon honorable ami, le ministre dirigeant, s'est, sur ce sujet enveloppé d'un nuage comme le fit la déesse Didon; mais de temps à autre, dans son discours, il est sorti du nuage pour laisser entrevoir quelque peu ce dont il s'agit. Il ne nous a pas fait connaître toutefois la nature de la question, et sa véritable portée. Mais ce que nous savons parfaitement, c'est que cette question a causé une convulsion dans le Cabinet. Elle a créé un embarras qui a empêché tous les ministres d'exposer clairement qu'elle sera définitivement la politique navale du Gouvernement. Evidemment, un pas a été fait dans la voie des aveux, et une certaine résolution a été prise; mais je me permettrai cette réflexion-ci: si mon honorable ami le ministre dirigeant, ne peut dans le Sénat, et les autres Chambres du Gouvernement, dans la Chambre des Communes, ne peuvent promettre formellement et garantir que, si en employant les ressources matérielles du pays, ou si en accordant une subvention en argent à la marine impériale, nous abandonnons toute idée de construire nous-mêmes, une marine pour la défense de nos côtes, et que les vaisseaux de guerre construits en Angleterre avec notre argent seront utilisés ultérieurement pour la défense du Canada, si le besoin s'en fait

L'hon. M. ROCHE.

sentir, nous devrions répondre à nos ministres en empruntant les termes de l'immortel Pinckney qui s'exprimait comme suit: "Nos millions doivent être réservés pour notre défense, et pas un centin ne doit être donné comme tribut."

Qu'il me soit aussi permis de dire quelques mots sur la représentation des nouvelles provinces de l'ouest dans le Sénat.

La lettre de la loi ne doit nous imposer aucun frein. Le franc jeu, le bon gouvernement, les besoins du peuple doivent servir de guide. Ce qui est au dessus de tous les statuts et au dessus de toute législation d'un pays, est l'obligation de donner au peuple la représentation à laquelle il a droit. C'est un principe de droit naturel supérieur à toutes les lois statutaires. Si vous donnez aux provinces de l'ouest une représentation dans le Sénat, tandis—que vous les privez d'une représentation proportionnée à leur population dans la Chambre des communes, où toutes les dépenses sont votées—c'est-à-l'ouverture de cette route. Le chemin de dire dans une Chambre qui gouverne le pays, vous privez les habitants de ces provinces de leur droit de sujets britanniques; vous portez atteinte au principe sur lequel doit reposer tout gouvernement représentatif et cette atteinte réjaillira sur toutes les autres provinces du Canada. Vous mécontenterez ainsi pour longtemps les provinces auxquelles vous accordez avec répugnance un droit dont vous les avez privé aussi longtemps que vous avez été capable de le faire.

Mon honorable ami le sénateur de Montréal, nous a fait, hier, un exposé des plus encourageants sur les avantages qu'offre au commerce la route de la baie d'Hudson. J'espère que toutes les espérances que fait naître cette route se réaliseront et que les cités de Montréal, de Québec et d'autres cités du Canada auront une part des avantages qui résulteront de la construction du chemin de fer et de la navigabilité de la baie d'Hudson. Les deux parties politiques donnent leur appui à fer de la baie d'Hudson coûtera une somme très élevée, et il serait déplorable que les résultats que l'on en attend ne répondissent pas à ce qu'il en aura coûté; mais je rappellerai à la Chambre que la baie d'Hudson